



OCHA

United Nations Office
for the Coordination of
Humanitarian Affairs

Partnership for Humanity

Bureau des Nations Unies de Coordination des Affaires Humanitaires Guinée

Bulletin mensuel d'information humanitaire - Avril 2009

EVENEMENTS CLES:

- Taux de malnutrition élevé à Kérouané et Beyla dans un rapport d'évaluation de MSF
- Risque de rupture de médicaments essentiels en Guinée
- Epidémie de cholera déclarée à Kindia

1- SITUATION HUMANITAIRE

1.1 Sante

Maladies à potentiel épidémique :

Méningite : Au cours de ce mois, aucun nouveau cas de méningite de forme contagieuse n'a été confirmé.

Cholera : Huit nouveaux cas de cholera ont été enregistrés à Kindia amenant le Ministre de la Santé et de l'Hygiène Publique à déclarer officiellement le 30 avril 2009, l'apparition d'une épidémie de cholera à Kindia. La Division Prévention Lutte contre la Maladie (DPLM) de ce ministère a envoyé des médicaments et du produit à base de chlore dans les zones infectées. Il est prévu d'y mener des campagnes de sensibilisation couplées à la distribution de chlore à la population, aux vendeuses de légumes et tenanciers de gargotes/restaurants. Pour l'instant, Kindia a enregistré le plus grand nombre de cas avec huit cas sur les 12 déclarés dont zéro décès dans le pays depuis le début de l'année.

Plusieurs rapports parus récemment, dont celui de la mission d'évaluation des préfectures de Gaoual, Koundara et Boké, ont mis en lumière le manque crucial de **médicaments** essentiels dans les structures de santé. Il semble que le problème soit général et touche de nombreuses préfectures. Les causes de cette rupture d'approvisionnement sont probablement multiples, manque de financement, contrôle excessif des importations des médicaments ayant suivi la découverte de filières de faux médicaments, etc. L'UNICEF et les autres agences des Nations Unies recherchent, avec le gouvernement, des solutions urgentes pour pallier à ce déficit qui pourrait avoir des conséquences importantes pour la santé des guinéens.

1.2 Sécurité Alimentaire / Nutrition

Le renforcement du cadre institutionnel et de coordination de la sécurité alimentaire en Guinée, était au centre des travaux d'un atelier organisé par le PAM en partenariat avec le Ministère de l'Agriculture les 22 et 23 Avril 2009 à Conakry. Les participants ont élaboré un plan d'action visant à rendre opérationnel le Conseil National de Sécurité Alimentaire mis en place par un arrêté du Premier Ministre. Ladite structure devra conseiller le gouvernement sur les mesures nécessaires à la mise en place de la stratégie Nationale de sécurité Alimentaire en Guinée.

Au cours de sa réunion mensuelle du 28 Avril 2009, le Cluster Sécurité Alimentaire a noté que durant le premier trimestre de 2009, les prix des denrées sont restés élevés et ce, malgré la baisse conjoncturelle des prix de denrées lors de la prise du pouvoir par la junte en Décembre 2008 et la menace du Président du CNDD de retirer à tous les commerçants leur licence d'importation de riz. Un projet conjoint (Ministère de la Sante, PAM et UNICEF) d'enquête sur la malnutrition est en cours d'exécution dans 20 préfectures identifiées comme zone possible de malnutrition. L'ONG Helen Keller International (HKI) fait, en collaboration avec le Service National de l'Action Humanitaire (SNAH), le suivi nutritionnel d'un nombre important de ménages sur Conakry tandis que Terre des Hommes

(TDH) travaille avec les centres de sante de la Commune de Ratoma et celui St Gabriel de la Commune de Matoto dans le domaine de la malnutrition.

Une mission conjointe du Fonds des Nations Unis pour l'Agriculture et l'alimentation (FAO) et du Programme Alimentaire Mondial (PAM) s'est rendue du 28 au 29 avril 2009 dans la préfecture de Mali où elle a procédé à la distribution gratuite de plus 89 tonnes de semences et de vivres à 600 ménages agricoles qui avaient été frappés par la vague de froid en janvier-février qui avait détruit les cultures, endommagé en partie le cheptel fragilisant la situation en matière de sécurité alimentaire.

Taux élevé de malnutrition dans le nord-est de la Guinée

Les résultats préliminaires d'une évaluation nutritionnelle conduite récemment par Médecins Sans Frontières (MSF) font état d'un taux alarmant de malnutrition sévère dans 2 préfectures voisines : Beyla (Guinée Forestière) et Kérouané (Haute Guinée) situées près de la frontière ivoirienne. Parmi les 10 localités évaluées, 6 ont un taux global de malnutrition supérieur à 20%. Avec l'arrivée prochaine de la période de soudure (juin – septembre), il y a lieu de s'attendre à une aggravation de la situation nutritionnelle. MSF va mettre en place un projet nutritionnel d'urgence dans ces préfectures et prévoit également une enquête de sécurité alimentaire.

1.3 Eau, Assainissement et Hygiène

Les Institutions d'Enseignement Supérieur et de Recherche de la ville de Conakry et de l'intérieur du pays ont bénéficié du Conseil National pour la Démocratie et le Développement (CNDD), d'un don de dix forages au cours de ce mois d'avril, un mois particulièrement marqué par la pénurie d'eau et l'aggravation des coupures d'électricité dans des quartiers de la capitale et en zone rurale.

1.4 Coordination

Une présentation des résultats de la mission d'évaluation dans les préfectures de Boké, Gaoual Koundara a été faite aux partenaires humanitaires (Agences des Nations Unies, bailleurs de fonds, ONG et gouvernement) en fin avril, sous la présidence du Coordinateur Humanitaire a. i.

Les conditions de vie des populations de ces préfectures sont précaires du à la difficulté d'accès de certaines localités, le manque de médicaments et d'infrastructures de sante, d'eau, de routes.. Cette situation a été ensuite mise en perspective avec le travail effectué par la Direction Nationale de la Statistique avec l'appui de la GTZ et concrétisé par un document intitulé l'Atlas de la Pauvreté. Ce document contient des cartes sur la pauvreté dans les différentes zones de découpage administratives du pays à travers des indicateurs comme l'accès aux infrastructures et services sociaux de base, etc. Vu l'immense pauvreté dans les différentes régions, il a été retenu la nécessité d'identifier, pour les zones les plus fragiles, les besoins les plus urgents afin d'éviter que les populations basculent dans la crise humanitaire. Il a été aussi suggéré qu'un plaidoyer soit fait en direction des bailleurs de fonds et des partenaires gouvernementaux pour une meilleure prise en compte des plaines et bas-fonds de Gaoual et Koundara. Créer et soutenir des projets pour la jeunesse dans ces 2 préfectures a été aussi l'une des recommandations faites par les participants pour contrecarrer l'immigration vers l'Europe via le Sénégal.

2- SITUATION SECURITAIRE ET SOCIOPOLITIQUE

Au plan sécuritaire

Plusieurs cas d'attaques à mains armées perpétrées par des bandits en uniformes militaires et disant agir au nom du CNDD ont été répertoriés. La sonnette d'alarme a été tirée par l'ONG internationale Human Rights Watch dans un rapport publié le 27 avril 2009. Selon cette organisation, le nouveau gouvernement devrait faire cesser ces attaques et s'assurer que la police, la gendarmerie et le système judiciaire mènent des enquêtes indépendantes et engagent des poursuites contre les soldats impliqués dans les vols à main armée, les extorsions et intimidations.

Au plan socio politique

Suite à l'annulation de dernière minute, officiellement pour cause de calendrier, de la première visite officielle que devait effectuer le Capitaine Moussa Dadis Camara en Lybie le 22 avril, des rumeurs de coup d'état manqué ont circulé dans le pays. Des arrestations de militaires ont suivi et le 28 avril au camp Alpha Yaya Diallo, les militaires présents à Conakry ont juré de ne plus jamais s'attaquer aux

civils et à leurs biens en prêtant serment sur le Coran ou sur la Bible, et s'engagent à être fidèles au président Dadis et à son ministre de la défense, Sékouba Konaté.

Le mois d'avril a aussi enregistré la signature d'une ordonnance portant création du Conseil National de la Transition (CNT), organe législatif qui devrait faciliter le retour à l'ordre constitutionnel. A Bruxelles, au terme de consultations de la Guinée avec l'Union Européenne en fin avril 2009, cette dernière a pris bonne note des propositions de la partie guinéenne, exprimées dans un mémorandum transmis au cours des consultations, notamment sur le rôle effectif du CNT, sur la tenue d'élections législatives et présidentielles avant la fin de 2009 et la confirmation de l'engagement du Président et des membres du CNDD ainsi que du Premier Ministre de ne pas se présenter aux prochaines élections. Ceci ouvre des possibilités d'un accompagnement européen du processus de transition.

Préparatifs des Elections

Les opérations d'enregistrement des électeurs ont officiellement été suspendues le 25 avril 2009 sur toute l'étendue du territoire national. Les 20 jours qui ont précédé la suspension du processus d'enrôlement, la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) et le Ministère l'Administration du Territoire et des Affaires Politiques (MATAP) ont déployé 38 missions qui ont sillonné toutes les circonscriptions électorales en vue de la « dynamisation et la finalisation de l'enregistrement ». La réalisation de ces missions a été appuyée par les partenaires que sont l'USAID, la France et le PNUD.

Nouvelles formations politiques

A noter que le paysage politique s'est étendu avec la naissance de nouveaux partis dont celui de François Lounceny FALL, le Front Uni pour la Démocratie et le Changement (FUDEC) et le parti du Travail et de la Solidarité (PTS) d'un ancien député de l'ex parti au pouvoir (PUP). Les formations politiques en Guinée ont atteint le chiffre de 68 a la fin du mois d'avril.

OCHA-Guinée

Pour plus d'informations sur la situation humanitaire ou contribuer à nos prochains bulletins, prière de vous adresser à :

Philippe Verstraeten, Chef de Bureau OCHA Guinée, tel + 224 63 35 62 21, Email verstraeten@un.org

Madeleine Maka Kaba, Chargee de Communication, tel +224 63 35 62 25, Email makam@un.org